

CONDITIONS GENERALES DE VENTES 2022

1. Application des Conditions Générales de Vente

Les présentes conditions générales de vente s'appliquent à la vente d'Espaces Publicitaires (ci-après définis) sur l'ensemble des supports papiers (pages de publicité, encarts, échantillons) ainsi que les supports digitaux édité(s) (ou dont elles assurent la régie) par les sociétés MARIE CLAIRE ALBUM (RCS 552 062 770), SIC (RCS 302 114 509), RVF (RCS 395 077 068) et TIMAR (RCS 790 138 994). GMC MEDIA se réserve le droit de modifier les CGV à tout moment, même pour les ordres en cours. Les nouvelles CGV seront applicables aux Messages Publicitaires transmis postérieurement à la modification. Toute souscription d'un Ordre d'Insertion tel que ce terme est défini ci-dessous, implique l'acceptation sans réserve des présentes conditions de vente et de règlement. Toute condition contraire aux CGV posée par un Annonceur et/ou son Mandataire est inopposable à GMC MEDIA.

2. Définitions

Annonceur : désigne toute personne physique ou morale (entreprises enregistrées au RCS, établissements publics et parapublics) souhaitant intégrer des Messages Publicitaires en faveur de sa marque de son enseigne, de ses services ou produits sur un Support et pour le compte de laquelle est diffusé le Message Publicitaire sur le Support.

Attestation de Mandat : a le sens qui lui est donné au paragraphe 3.

Date de Diffusion : s'agit des Messages Publicitaires diffusés sur les Supports digitaux, la date à laquelle les Messages Publicitaires sont diffusés.

Éléments techniques : désigne l'ensemble des éléments appartenant à l'Annonceur et composant le Message Publicitaire, notamment : dénomination commerciale, marque, logo, visuels, texte de présentation de son entreprise ou de son activité, d'un lien hypertexte cliquable.

Emplacement Premium : 4ème de couverture, doubles d'ouverture, sur-couverture, encarts et collages.

Espace Publicitaire : espace, au sein d'un Support, réservé à l'annonce publicitaire.

GMC MEDIA : désigne l'entité qui intervient en qualité de régisseur exclusif pour l'ensemble des Espaces publicitaires sur les Supports au nom et pour le compte des sociétés Marie Claire album, RVF, SIC et Timar ensemble représentées par Marie Claire album.

Mandataire : désigne toute personne physique ou morale, ou toute personne autorisée à s'y substituer (sous mandataire), agissant au nom et pour le compte de l'Annonceur dans le cadre d'un contrat de mandat d'achat d'Espace Publicitaire écrit.

Messages publicitaires : annonce qui paraît sous la responsabilité de l'Annonceur dans le but d'assurer la promotion de sa/ ses marque(s) et/ou la fourniture de bien(s) ou de service(s).

Offre Commerciale : désigne une proposition commerciale définissant les modalités d'achat d'Espaces Publicitaires d'un ou plusieurs Support(s) confiés en régie à GMC MEDIA ainsi que les tarifs applicables.

Ordre d'Insertion (OI) : désigne le document établi et émis par GMC MEDIA puis souscrit par l'Annonceur et/ou son Mandataire détaillant les spécificités, conditions, notamment tarifaires, et modalités des Messages Publicitaires.

Support : toute publication imprimée (« **Support print** ») et/ou accessible sur support digital, tels que internet, mobile et tablette notamment (« **Support digital** ») en régie chez GMC MEDIA, dans laquelle il est possible d'acheter un espace publicitaire au jour de la transmission de l'ordre.

3. Intervention d'un Mandataire

Dans l'hypothèse de l'intervention d'un Mandataire, l'Annonceur devra retourner l'attestation de mandat, conforme au modèle téléchargeable à l'adresse : <https://www.gmc-media.com/media-kit/>, dûment complétée pour une année civile et signée par lui et par le Mandataire. (Ci-après « Attestation de Mandat »)

4. Ordre d'insertion

L'Ordre d'insertion sera considéré comme définitif et liera les Parties à partir du moment où il est retourné dûment signé par l'Annonceur et/ou son Mandataire. GMC MEDIA se réserve le droit de disposer de l'Espace Publicitaire stipulé dans l'Ordre d'insertion tant que l'Annonceur ou son Mandataire ne lui a pas retourné l'Ordre d'insertion signé. Pour tout Emplacement Premium les Ordres d'insertion doivent être retournés au plus tard 8 semaines avant la remise des éléments techniques et pour les emplacements standards au plus tard 6 semaines avant la remise des éléments techniques.

5. Remise des Éléments techniques

Les Éléments techniques doivent être remis au plus tard à la date figurant sur l'Ordre d'insertion et dans tous les cas au moins 4 semaines avant la date prévue pour la parution. Pour toute insertion d'un Message Publicitaire sur les Supports, l'Annonceur et/ou son Mandataire devra remettre les Éléments techniques réalisés à leur interlocuteur dédié au sein de GMC MEDIA dans les délais déterminés ci-dessous.

- **Support print** : Selon le calendrier déterminé par GMC MEDIA en fonction du calendrier de parution du Support et en accord avec le service planning de GMC MEDIA.

- **Support digital** : Au plus tard trois (3) jours ouvrés avant la date de Diffusion du Message Publicitaire, s'il s'agit d'un format publicitaire standard, ou au plus tard cinq (5) jours ouvrés s'il s'agit d'un format événementiel, avant la date de diffusion dudit Message Publicitaire.

En cas de non-respect des délais précités ne permettant pas la diffusion des Messages Publicitaires à la date stipulée dans l'Ordre d'insertion souscrit par l'Annonceur et/ou son Mandataire, GMC MEDIA est libérée de ses engagements en termes de diffusion tel que stipulé dans l'Ordre d'insertion et l'Annonceur et/ou son Mandataire ne pourra prétendre à une quelconque compensation ou indemnité de ce fait.

6. Dégressifs

Périmètre : l'ensemble des dégressifs s'applique du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année en cours. La date de parution d'un titre justifie de son intégration dans l'assiette de chiffre d'affaires brut annuel réalisé (brut base achat).

Dégressif volume d'achats : Dégressif immédiat (révisable en cours d'année) sur la base de l'engagement d'un chiffre d'affaires brut annuel (brut base achat) dans un titre.

Dégressif cumul de mandats : Dégressif s'appliquant à toutes les insertions pour lesquelles un même mandataire a traité au moins 2 marques, modèles ou produits, pour le compte d'un ou plusieurs annonceurs ou groupe d'annonceurs dans un titre. En cas de non-respect des délais de paiement par le mandataire ou par l'annonceur, l'éditeur pourra remettre en cause le versement du cumul de mandat.

Remise professionnelle de 15% : Remise consentie à un annonceur lorsqu'il mandate un intermédiaire pour effectuer, pour son compte, de l'achat d'espace publicitaire. Elle est calculée sur le net après dégressifs.

7. Echanges marchandises

Tous les échanges marchandises, qu'ils soient réalisés avec un annonceur, une régie extérieure ou un média, sortent du cadre d'application des présentes CGV et ne rentrent pas dans l'assiette de chiffre d'affaires de référence.

Lors de campagnes mixtes, pages classiques + pages d'échanges, le chiffre d'affaires de référence, qui est exclusivement constitué de pages classiques.

8. Tarifs - Facturation - Paiement

8.1 Tarifs

Les tarifs applicables aux Messages Publicitaires sont ceux en vigueur à la date d'émission de l'Ordre d'Insertion.

Les tarifs applicables aux Supports print sont disponibles sur le site internet de GMC MEDIA à l'adresse suivante : <https://www.gmc-media.com/media-kit/>. Les tarifs applicables aux Supports digitaux sont disponibles sur demande auprès des équipes commerciales. Les tarifs communiqués s'entendent hors TVA et hors éventuels impôts ou taxes nouvellement créés.

8.2 Facturation

Les factures sont établies au nom de l'Annonceur qui est, dans tous les cas, seul responsable du paiement des sommes définies dans l'Ordre d'insertion. Ces dispositions s'appliquent quel que soit le lieu d'établissement de l'intermédiaire. L'original de la facture est envoyé à l'Annonceur. Un double est adressé à son Mandataire. Le règlement effectué par l'Annonceur auprès de son Mandataire ne libère pas l'Annonceur vis-à-vis de GMC MEDIA. La facturation est établie à parution pour le print et à l'issue de la diffusion de la campagne pour le digital. La facture vaut justificatif de diffusion sur les Supports. Il sera indiqué, pour chaque Message Publicitaire, l'ensemble des références de sa présence sur le(s) Support(s) et le tarif de base correspondant. Le règlement de toutes les factures émises par GMC MEDIA, sauf dispositions spécifiques prévues aux articles « Dispositions Spécifiques » et « Paiement anticipé » se fait à 30 jours nets, à compter de la date de la facture. Le paiement des factures peut se faire par chèque ou virement.

8.3 Modalités d'imputation des paiements

En cas de paiement groupé de factures et à défaut d'information spécifique communiquée par l'Annonceur ou son Mandataire concernant leur imputation, les paiements reçus par GMC MEDIA sont toujours imputés sur la plus ancienne des factures émises à l'attention de l'Annonceur, sauf si ladite facture fait l'objet d'une contestation, formulée par écrit par l'Annonceur ou son Mandataire auprès des services comptables de GMC MEDIA.

Toute contestation de facture doit, pour être recevable, être dûment motivée et notifiée à GMC MEDIA par écrit (en lettre avec RAR ou par mail à : comptaclient@gmc-tm.fr) dans les dix (10) jours au plus tard suivant sa date d'émission. A défaut, la facture sera réputée comme acceptée par l'Annonceur et, le cas échéant, par son Mandataire.

En tout état de cause, l'Annonceur reste redevable du montant de la facture ne faisant pas l'objet d'une contestation conformément aux délais de paiement prévus. Toute facture non réglée à échéance se verra appliquer les pénalités de retard prévues à l'article « Retard de paiement ». En outre, tout avoir émis par GMC MEDIA s'imputera en priorité sur la facture concernée par ledit avoir. Dans le cas où l'Annonceur a donné mandat à son Mandataire d'encaisser en son nom et pour son compte les avoirs émis par GMC MEDIA, le reversement par GMC MEDIA du montant des avoirs au Mandataire libère GMC MEDIA vis-à-vis de l'Annonceur qui assume seul le risque de la défaillance ultérieure de son Mandataire. En tant que de besoin, le montant des avoirs émis par GMC MEDIA se compensera de plein droit avec les factures échues et non encore réglées de l'Annonceur.

8.4 Retard de paiement

Conformément aux articles 441-6 C.Com et D.441-5 C.Com, tout retard de paiement entraîne de plein droit, outre les pénalités de retard calculées à trois fois le taux d'intérêt légal, une obligation pour le débiteur de payer une indemnité forfaitaire de 40€ par facture pour frais de recouvrement. Une indemnité complémentaire pourra être réclamée, sur justificatif, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire. En cas de recouvrement judiciaire de la créance, le montant en sera ipso facto augmenté de 15% à titre de clause pénale au sens de l'article 1229 du Code Civil. De convention expresse et sauf report sollicité à temps et accepté par GMC MEDIA, le défaut de paiement d'une échéance entraînera l'exigibilité immédiate de toutes sommes restant dues, quels que soient leur échéance et le mode et/ou calendrier de paiement prévu. En outre, GMC MEDIA pourra annuler les insertions relatifs à paraître sans préavis, ni indemnité.

8.5 Paiement anticipé

GMC MEDIA exigera le règlement préalable, avant toute diffusion, de 50 % du montant de tout Ordre d'insertion, de manière systématique de la part de :

- Tout Annonceur non encore référencé auprès de GMC MEDIA, soit tout Annonceur n'ayant jamais communiqué en faveur de sa marque, son enseigne, de ses services ou produits sur l'un des Supports.

- Tout Annonceur référencé n'apportant pas de garantie satisfaisante quant à sa solvabilité.

Par ailleurs, GMC MEDIA pourra demander le paiement anticipé d'un Message Publicitaire, avant toute Diffusion, à l'Annonceur pour lequel GMC MEDIA a déjà enregistré des incidents de paiement lors d'un Message Publicitaire sur l'un des Supports, que ces incidents soient imputables à l'Annonceur ou à son Mandataire. Dans l'hypothèse de factures impayées relatives à de précédents Ordres d'insertion, GMC MEDIA sera bien fondée à exiger, en sus du paiement anticipé des commandes à venir, le règlement de l'intégralité des sommes dues en principal et en intérêts. A défaut, un refus de vente pourra être opposé à l'Annonceur défaillant.

8.6 Dispositions spécifiques

Si la réalisation technique du Message Publicitaire est assurée par GMC MEDIA, directement ou indirectement, GMC MEDIA peut exiger d'un Annonceur le règlement préalable, par chèque ou virement, des frais techniques liés à cette réalisation. Le cas échéant, GMC MEDIA adressera une facture préalable à l'Annonceur avec des conditions de paiement spécifiques au planning du Message Publicitaire de l'Annonceur.

9. Annulation- modification

9.1 Support print

En cas d'annulation d'un ou plusieurs Ordres d'insertion, par l'Annonceur ou son Mandataire, hors des délais prévus ci-dessous :

- pour les emplacements standards : moins de 6 semaines avant la date prévue pour la parution du Support ;
 - pour les Emplacements Premiums : moins de 8 semaines avant la date prévue pour la parution du Support ;
 l'Annonceur sera redevable de pénalités d'un montant équivalent à 100% du montant net de tout ordre annulé.

En tout état de cause, y compris si l'annulation est demandée dans les délais prévus au paragraphe précédent, toute annulation d'un Ordre d'insertion n'exonère pas l'Annonceur du paiement de l'intégralité des frais engagés et en particulier des frais techniques nécessaires à la réalisation de l'Ordre d'insertion.

9.2 Support digital

En cas de modification ou d'annulation à moins de quinze (15) jours ouvrés de la Date de Diffusion stipulée dans l'Ordre d'insertion, l'Annonceur sera redevable de pénalités dans les conditions énoncées ci-après :

- 50 % du montant du ou des Message(s) Publicitaire(s) annulé(s), si la modification ou l'annulation intervient entre le 15ème jour et le 5ème jour ouvré inclus avant la date de diffusion du ou des Message(s) Publicitaire(s) concerné(s).

- 100% du montant du ou des Message(s) Publicitaire(s) annulé(s) si la modification ou l'annulation intervient entre le 5ème jour et le jour de la Diffusion du ou des Message(s) Publicitaire(s) concerné(s).

En outre la mise en œuvre des dispositions du présent article n'exclut pas l'application des pénalités pour retard de paiement prévues à l'article « Facturation et règlement » des présentes conditions générales de vente.

10. Justificatif

10.1 Support Print

GMC MEDIA étant adhérent à l'outil e-Justifs, conformément aux accords pris entre le SEPM Marketing & Publicité et l'Idream, 2 exemplaires papier au plus, seront envoyés à l'Annonceur et/ou au Mandataire par numéro et par agence-média utilisant cet outil le mois suivant la parution.

10.2 Support digital - Compte rendu d'exécution d'ordre - bilan de campagne

A l'issue de chaque campagne publicitaire, GMC MEDIA adressera à l'Annonceur par email un bilan de campagne. Le Client accepte et reconnaît que les méthodes et les technologies utilisées par GMC MEDIA en vue d'établir le bilan de campagne prévalent sur toute autre méthode ou technologie utilisée. Dès lors, en cas de contestation, les données contenues dans le bilan de campagne fourni par GMC MEDIA font office de données officielles et définitives et font foi entre les Parties. Lesdites données prévalent sur toutes autres données enregistrées par l'annonceur et ou tout autre tiers et seront seules admises à titre de preuve.

11. Obligation de l'Annonceur

Les Messages Publicitaires paraissent sous la responsabilité des Annonceurs. GMC MEDIA se réserve le droit de refuser, à tout moment, une insertion qui, par sa nature, son texte ou sa présentation, lui paraîtrait contraire à l'esprit de la publication ou serait susceptible de provoquer des protestations de ses lecteurs ou tiers. Les droits de propriété intellectuelle sur les logos, marques, dessins et créations contenus dans les Messages Publicitaires insérés dans un Support, relèvent de la responsabilité de l'Annonceur qui garantit GMC MEDIA contre tout recours émanant d'un tiers relatif à ces droits.

La conception, la fabrication et la réalisation des créations, animations et autres éléments d'identification propres aux Messages Publicitaires diffusées sur le(s) Support(s) stipulées dans l'Ordre d'insertion demeurent sous la seule responsabilité de l'Annonceur.

12. Responsabilité - Garantie

12.1 Responsabilité de GMC MEDIA

GMC MEDIA s'engage à diffuser les Messages Publicitaires souscrits par l'Annonceur conformément aux termes de l'Ordre d'insertion. La responsabilité de GMC MEDIA ne pourra en aucun cas être engagée en cas de retard, mauvaise exécution ou inexécution qui résulterait du fait de l'Annonceur ou de son Mandataire ou qui serait dû à un cas de force majeure y compris grève, catastrophe naturelle, ou à un cas fortuit. Dans tous les cas, la responsabilité de GMC MEDIA sera limitée au montant prévu par l'Ordre d'insertion correspondant au Message Publicitaire ayant entraîné la mise en jeu de sa responsabilité, et ce, quelle qu'en soit la cause. GMC MEDIA se réserve le droit de modifier son planning prévisionnel.

Le cas échéant, en cas de modification devant intervenir dans les conditions de livraison et/ou de diffusion d'un Message Publicitaire du fait de GMC MEDIA, cette dernière informera l'Annonceur et recueillera son accord sur les changements prévus. Si l'Annonceur ne donne pas son accord, l'Ordre d'insertion sera annulé et ne donnera lieu à aucune facturation, sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit.

12.2 Garantie de l'Annonceur

L'Annonceur s'oblige à respecter les règles dégagées par les usages et la loi en matière de publicité. GMC MEDIA se réserve le droit de refuser toute publicité qu'il jugera contraire à la bonne tenue, à la présentation ou à la ligne éditoriale du magazine diffusant la publicité. GMC MEDIA se réserve également le droit de refuser toute publicité dont la provenance lui semblera douteuse ou qui serait contraire aux règles de sa profession ainsi que toutes celles susceptibles de porter atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou de heurter les convictions morales, religieuses, culturelles et politiques des lecteurs.

L'Annonceur garantit GMC MEDIA contre les poursuites judiciaires qu'il pourrait encourir du fait des annonces publicitaires qu'il a fait paraître sur ordre et l'indemnifiera de tous les préjudices qu'il subira et le garantira contre toute action du fait des tiers en raison de ces insertions.

13. Données à caractère personnel

Les données à caractère personnel collectées par GMC MEDIA dans le cadre de l'achat d'Espace Publicitaire sur les Supports sont les données B2B de collaborateurs des Annonceurs et, le cas échéant de son Mandataire, à savoir les noms, prénoms, informations de contact (mail et téléphone). Elles sont nécessaires à la gestion et à l'exécution de l'Ordre d'insertion et seront conservées pour la durée nécessaire à la réalisation des prestations. Elles pourront être utilisées pour communiquer des informations relatives au(x) Support(s), et plus largement au marché de la publicité en général, à moins que les personnes concernées s'y opposent expressément, par courriel à ppo@gmc-tm.fr. Chacune des Parties a la qualité de responsables de traitement au sens du Règlement UE 2016/679 et de toute législation française applicable en matière de protection des données à caractère personnel (ci-après ensemble « la Réglementation sur les données personnelles ») pour les traitements qui la concernent. A ce titre, GMC MEDIA s'engage à respecter l'ensemble des dispositions de la Réglementation sur les données personnelles, en leurs qualités respectives.

14. Communication de GMC MEDIA

L'Annonceur reconnaît et accepte la souscription d'un Ordre d'insertion confié à GMC MEDIA, relativement aux Messages Publicitaires qui en font l'objet, le droit de reproduire, de représenter et d'adapter tout ou partie des Éléments techniques en vue de toute action de communication et/ou de promotion de leurs activités et notamment pour une information professionnelle, aux Annonceurs et/ou agences, selon les procédés d'usage en la matière et sur tous supports et notamment sur le site Internet de GMC MEDIA. En conséquence, GMC MEDIA se réserve le droit de diffuser tout ou partie des Éléments techniques en un lieu public et/ou privé, notamment pour les besoins de l'information des Annonceurs et des agences et de faire mention du nom de l'Annonceur.

15. Dispositions générales

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs dispositions des CGV seraient considérées comme non valides par une juridiction compétente, les autres clauses conserveront leur portée et effet. Aucune des Parties ne peut prendre d'engagement au nom et/ou pour le compte de l'autre Partie. Par ailleurs, chacune des Parties demeure seule responsable de ses allégations, engagements, prestations, produits et personnels.

16. Anticorruption - Fraude

GMC MEDIA attache une importance particulière à la lutte contre la fraude et la corruption et exerce son activité conformément à la réglementation applicable en la matière et notamment à la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite Loi Sapin II. Ainsi, GMC MEDIA attend-il de ses clients qu'ils partagent cet objectif et fassent leurs meilleurs efforts pour s'assurer du respect des principes applicables en la matière par leurs éventuels sous-traitants et/ou fournisseurs. Les parties condamnent toute forme de corruption active ou passive, qu'elle concerne les agents publics ou intervienne dans le cadre d'opérations commerciales. Les parties s'engagent à s'accorder et à accepter des avantages (invitations, cadeaux, etc.) dans la mesure permise par la loi précitée. L'Annonceur condamne toute forme de fraude ou de comportement frauduleux envers GMC MEDIA et les tiers, à savoir notamment l'abus de biens sociaux, le vol, le détournement, l'évasion fiscale ou le blanchiment de capitaux. De plus, l'Annonceur s'engage à divulguer toute suspicion de conflit d'intérêts réel ou potentiel avec GMC MEDIA dans le cadre de ses activités.

17. Loi applicable

Les présentes conditions générales de vente sont soumises au droit français. Tout différend relatif à la validité, à l'interprétation, à l'exécution ou à la résiliation des présentes conditions générales de vente qui ne pourrait être résolu de façon amiable dans le délai d'un (1) mois à compter de sa survenance, sera soumis à la compétence exclusive du tribunal de commerce de Nanterre, nonobstant pluralité de défendeurs, demande incidente, appel en garantie, procédure d'urgence par référé ou requête.